



HAUTS
DE
SEINE

NORD
ET
SUD



COMMUNIQUE

Les organisations syndicales CGT Impôts, CGT Trésor et FO DGFIP des Hauts-de-Seine ont appelé, ce lundi 14 décembre, les agents du département à faire grève et à se rassembler devant l'Espace CHEVREUL à NANTERRE. Ceci à la suite de la convocation du CTPD qui devait présenter les 74 suppressions d'emplois dans le département.

Les collègues présents, plus d'une centaine, ont pu interpellé la Direction sur :

- ➔ les suppressions d'emplois,
- ➔ les vacances d'emplois (près de 200),
- ➔ la mise en place des services fusionnés,
- ➔ les pressions hiérarchiques et la réduction des objectifs,
- ➔ les garanties dans le cadre des réquisitions du plan de vaccination (congés, transports, repas, repos compensateurs, respect du volontariat, remboursement des frais engagés...).

La Direction, visiblement déstabilisée, a apporté des réponses insatisfaisantes sur l'ensemble des revendications mais n'a pas pu nier les difficultés. Elle s'est néanmoins retranchée derrière les décisions ministérielles sur la question des emplois.

Concernant les garanties du respect des congés dans le cadre des réquisitions, la Direction s'engage à régler tous les problèmes éventuels. Cependant, sur le volume et le principe du plan de réquisition, la Direction se retranche, là aussi, derrière les décisions du Préfet. C'est pourquoi nos deux organisations syndicales CGT et FO, avec l'appui de leur Union Départementale respective, ont demandé une audience au Préfet.

Devant les personnels réunis ce matin, la Direction n'a pu s'opposer à notre demande d'ouverture de négociations sur tous les problèmes et revendications qui pourraient remonter.

A l'issue de la réunion, nous avons pris connaissance des chiffres de la grève dans le département :

Filière Gestion Publique : 24,73 % (7 postes fermés)

Filière Fiscale : 8,63 %

Total : 13,92 %

Il s'agit là d'un résultat non négligeable qui, complété par le succès du rassemblement, constitue un signal fort adressé à la Direction. Les droits des agents doivent être respectés, les revendications doivent être prises en compte.